

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE
1 RUE DE GERMONT
76 000 ROUEN**

**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE

Solution de paiement par carte achat pour le GHT Rouen Cœur de Seine

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTEXTE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	3
2.1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	3
2.2 - ALLOTISSEMENT	3
2.3 - PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC	4
2.4 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC	4
ARTICLE 3 - DURÉE ET DÉLAI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
3.1 - DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC	4
3.2 - DÉLAIS D'EXECUTION	5
3.3 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ	5
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS DE COMMANDE	6
7.1 - ÉMISSION DES COMMANDES	6
7.2 - MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	7
7.3 - ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	7
ARTICLE 8 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS	7
8.1 - CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
8.2 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	7
8.3 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	7
ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ.....	8
9.1 - ACCÈS – CONSIGNES.....	8
9.2 - ASSURANCES	8
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX	8
10.1 - CONTENU DES PRIX	8
10.2 - CLAUSE DE RÉVISION DES PRIX	8
ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	9
11.1 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – DÉPÔT DE LA FACTURE ÉLECTRONIQUE	9
11.2 - CONDITIONS DE RÈGLEMENT	10
ARTICLE 12 - PÉNALITÉS DE RETARD	11
ARTICLE 13 - EXECUTION PAR DÉFAUT	11
ARTICLE 14 - RESILIATION	11
ARTICLE 15 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER	12
ARTICLE 17 - COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE	12
ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	12

ARTICLE 1 - Contexte

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1er niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 - Objet du marché public

2.1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture d'une solution de paiement par carte achat pour le GHT Rouen Cœur de Seine.

2.2 - Allotissement

Le Marché Public n'est pas alloti.

2.3 - Procédure et forme du marché public

2.3.1 Type de marché public

Il s'agit d'un marché public de fourniture.

2.3.2 Procédure de passation

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-1 à 5 du code de la commande publique.

2.3.3 Forme du marché et des prix

Le marché public est un accord-cadre mono attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande sans montant minimum mais avec montant maximum pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4 du code la Commande Publique.

Le montant maximum est de : 60 000 € HT

2.4 - Modifications au marché public

Le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 - Durée et délai d'exécution du marché public

3.1 - Durée du marché public

Le Marché Public est conclu pour une période de 1 an à compter de la date de notification du marché public au Titulaire.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le marché public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans. La durée totale du marché public ne pourra excéder 4 ans (périodes de reconductions comprises).

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire. En cas de décision de ne pas reconduire le marché public, le CHU Rouen Normandie se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle du marché public.

3.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont mentionnés dans le CCTP article 3.

3.3 - Prolongation des délais d'exécution

Seuls les retards imputables aux établissements concernés justifient la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort de l'établissement concerné, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par l'établissement concerné des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant l'établissement concerné afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 - Obligations du titulaire

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 5 - Obligations de confidentialité

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite de l'établissement du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché public, et en aviser sans délai écrite l'établissement du GHT Rouen Cœur de Seine concerné de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation écrite de l'établissement du GHT concerné les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant l'établissement du GHT concerné, ses organisations et ses procédures ne peuvent se faire sans l'accord écrit des établissements

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rouen pour le compte des établissements du GHT peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 6 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe :
 - Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
 - Annexe n°2 : Codes services CHORUS ;
 - Annexe n°3 : Liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le cadre de mémoire technique.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

ARTICLE 7 - CONDITIONS DE COMMANDE

7.1 - Emission des commandes

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine au fur et à mesure de leurs besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les documents du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligations de domicile en autre lieu. La date de réception fait courir les délais d'exécution.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser en référence aux BPU;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de réalisation des prestations ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des fournitures telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

7.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

7.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 8 - Opérations de vérifications

8.1 - Constations de l'exécution des prestations

Les opérations de vérifications sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-FCS. Les décisions sont prises dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

8.2 - Transfert de propriété

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre du présent marché est réalisé par leur admission.

8.3 - Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 - Responsabilité

9.1 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par les établissements du GHT.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

9.2 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 10 - Modalités de détermination du prix

10.1 - Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

10.2 - Clause de révision des prix

Les prix unitaires du marché public sont révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public.

Dans la mesure où le Titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il lui appartient de faire connaître ses nouvelles propositions 2 mois avant chaque date anniversaire, sans aucune intervention du CHU de Rouen.

Dans le cas d'une hausse supérieure 1.5 %, le CHU de Rouen pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le Titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Cette révision s'appliquera aux commandes émises à compter du début de la nouvelle période.

Le CHU de Rouen se réserve également le droit de présenter les demandes d'ajustement à l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

11.1 - Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facture dématérialisée est un réel outil de simplification des rapports entre le CHU Rouen Normandie et ses fournisseurs.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- **en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 1)**
- **un lien internet :** <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine. La liste des codes service CHORUS est fournie en annexe au présent CCAP (Annexe 2).

11.2 - Conditions de règlement

11.2.1 Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de l'établissement membre concerné.

Le paiement s'effectue conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article 2192-31 du Code la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

11.2.2 Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

11.2.3 Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine sont listés à l'annexe n°3 du présent CCAP.

11.2.4 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

11.2.5 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de

nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

ARTICLE 12 - Pénalités de retard

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus les interventions demandées, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés et TVA en sus ou sur les prix TTC révisés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

R = Le nombre de jours en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

ARTICLE 13 - Exécution par défaut

Le CHU Rouen Normandie peut faire procéder par un tiers à l'exécution des fournitures prévues au marché public, aux frais et risques du titulaire :

- Soit en cas d'inexécution de ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir d'aucun retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ;
- Soit en cas de résiliation du marché public prononcé aux torts du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas de différence de prix au détriment du CHU Rouen Normandie, l'augmentation des dépenses sera de plein droit à la charge du titulaire et imputée d'office sur le montant du premier montant suivant effectué à son profit (article 45 du CCAG-FCS).

ARTICLE 14 - Résiliation

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 - Modification dans la consistance du marché

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

ARTICLE 16 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la Loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 17 - Compétence juridictionnelle

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie, un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 18 - Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 6	Article 4.1
Article 7.1	Article 3.7.1
Article 12	Articles 14.1.1 et 14.1.3